

Compte rendu du débat national au Lycée Sivard de Beaulieu de Carentan

Mercredi 3 Décembre (diagnostic)

15 présents : 8 parents, 2 professeurs, 1 élève et 4 autres intervenants .

Lundi 8 Décembre (propositions)

20 présents : 8 parents, 5 élèves, 3 professeurs ou assistants d'éducation et 4 autres intervenants .

Les questions choisies avaient été :

Comment l'école doit-elle s'adapter à la diversité des élèves ? et

Comment motiver et faire travailler efficacement les élèves ?

Les questions et points suivants ont été présentés en préalable au débat, de manière à dégager plus clairement des axes de réflexion : A quoi sert l'école ? Rappel des principes de l'égalité des chances et du brassage social. Nécessité d'objectifs différenciés pour des élèves différenciés. Tensions naturelles entre la personne et la société. Rappel des éléments-clés que sont le rythme, la taille d'école, la hiérarchisation des filières, la diversité des élèves, l'autonomie des enseignements. L'incommunication et les différences de point de vue entre les élèves et les professeurs, source de démotivations. Les solutions palliatives et leurs échecs .Les clés possibles par le dialogue, la justification des démarches ...

Trois axes apparaissent clairement à l'issue du débat :

- 1- Le « Collège Unique » dans sa rigidité est source de difficultés au lycée .
- 2- L'orientation des élèves manque d'efficacité .
- 3- Il faut redéfinir les missions de l'école .

1- Le collège unique

Il n'est pas remis en cause dans ses principes fondamentaux, à savoir : pas de sélection à l'entrée, de manière à garantir un brassage social et à n'exclure aucun élève ; pas de groupes de niveaux, pas de classes d'élites, handicapant la possibilité de réussite aux individus écartés des meilleurs niveaux.

Il apparaît néanmoins comme nécessaire de donner plus de flexibilité au système. Si on veut éviter qu'arrivent au lycée des élèves n'ayant pas acquis les savoirs et les savoir-faire nécessaires, il faut pouvoir tenir compte des rythmes et des besoins différents au cours des années de collège, encore faut-il que ces mêmes élèves aient vécu l'entrée au collège sereinement, avec le bagage minimum. D'où la proposition que chaque élève, lorsqu'il entre au collège, ait la maîtrise de l'écriture et de la lecture et, donc, des fondamentaux du cycle primaire. .

Il existe en effet une trop grande rupture entre l'école primaire et la sixième. Il conviendrait de mieux articuler les années de CM2, de 6^{ème} et de 5^{ème}. Un exemple : on a diminué la quantité de travail à faire à la maison, en primaire, pour ne pas pénaliser les élèves les plus en difficulté ; le résultat est une difficile adaptation aux rythmes de travail personnel dès l'arrivée en sixième. Ce malaise va, évidemment, être ressenti, pour certains, jusqu'au lycée.

Les cycles sont par ailleurs trop cloisonnés dans leurs contenus, en particulier, si l'on considère les compétences évaluées .

Notre système ne prend pas en compte suffisamment les difficultés individuelles et conduit à des parcours par défaut, voire à une orientation par l'échec, Il n'ouvre pas assez les élèves sur leurs atouts et ni ne valorise assez leurs points forts. Il faudrait donc plus de passerelles entre les voies, plus de souplesse, davantage d'individualisation positive, de manière à ce qu'un élève plus lent, à un moment donné par exemple, puisse ne jamais être, peu ou prou, exclu.

A ce stade, il convient de rappeler l'attachement de notre "assemblée débattante" à la notion constructive de tronc commun. C'est à cette condition que tout élève aura droit à une culture générale, à laquelle ni ses éventuelles origines modestes, ni une éventuelle orientation trop précoce dans la voie professionnelle ne lui auraient permis d'accéder. Il convient, sur ce thème de la culture générale, de considérer que l'école devra donner davantage de sens à ses programmes et à ses contenus, mieux montrer en quoi ils sont pertinents pour une meilleure compréhension du monde et une bonne insertion personnelle dans la vie sociale et professionnelle.

Une « sélection », au cours des années de deuxième cycle, est jugée normale, à condition qu'elle soit comprise dans le sens d'un choix réel, réfléchi et motivé de l'élève, qui le conduise dans une voie qui favorisera son épanouissement et non dans le sens d'un « écrémage », d'une élimination des plus faibles, contre leur gré et par un formatage aveugle.

Les politiques d'aide, les voies alternatives, les expérimentations pédagogiques ont toujours été supprimées avant d'être véritablement évaluées, avant, donc, de montrer leur éventuelle efficacité. Pourquoi les réformes se succèdent-elles et empêchent-elles toute politique de souplesse d'aboutir ? Rien ne démontre qu'elles iraient à l'encontre des objectifs généraux de brassage et de tronc commun. Il apparaît aux participants du débat qu'il serait plus légitime de prévenir l'échec que de devoir y remédier a posteriori. L'hétérogénéité doit se gérer en termes de besoins différents et surtout d'intelligences différentes, s'agrégeant en fait, de manière harmonieuse, autour du tronc commun. Une pédagogie différenciée, dans ce contexte, n'est valable que si, après avoir suivi des groupes aux rythmes et besoins différents, on donne une évaluation sommative identique. D'où la non remise en question, a priori, du baccalauréat général en tant qu'épreuve sanctionnant une capacité personnelle à rassembler des outils et connaissances ponctuels (en mettant tous les candidats dans les mêmes conditions d'épreuves). À ceci près qu'une telle épreuve, ainsi organisée, s'harmonise davantage avec le principe de l'unicité (l'uniformité ?) et ne tient qu'imparfaitement compte des talents et des compétences qui n'entrent pas spontanément dans ce qui peut être appelé un "moule" commun.

2- L'orientation des élèves au second cycle

L'état des lieux montre que l'orientation pose un grave problème, car il paraît évident, par exemple, que peu d'élèves choisissent volontairement la voie professionnelle et la considèrent d'emblée comme un parcours de réussite. On parlera d'évaluation par défaut, d'orientation par l'échec, à cause du "formatage" qu'impose un système selon lequel les études doivent être les plus longues possibles. Il paraît également évident que les temps d'orientation sont trop courts en fin de collège et, souvent, trop vite définitifs pour le lycéen. Cela, surtout en filière professionnelle.

En matière d'orientation, le poids des croyances familiales et de certaines habitudes sociales se fait cruellement sentir. Les élèves en échec sont confortés dans l'idée que leur milieu social, voire une pseudo tradition familiale, a toujours dirigé ses membres vers un type de métiers peu qualifiés, moyennant une culture générale limitée (car énoncée comme inutile). Pour ce qui est des élèves ayant choisi la voie générale, ils subissent également la pression familiale les encourageant à opter pour la filière S, déclarée voie d'excellence et garantissant des débouchés sociaux également d'excellence. La société quant à elle continue à dévaloriser les métiers manuels et il est inévitable qu'un élève vive comme un échec une orientation vers un métier manuel sous payé et déconsidéré. La société contribue, en même temps, à la primauté des filières scientifiques, quitte à en faire la condition sine qua non pour entrer dans les grandes écoles de tous types. La question, en fonction d'une telle analyse, est de vérifier que les éventuels déterminismes sociaux pourront être suffisamment contrecarrés par des moyens d'orientation qui tiennent davantage compte des talents individuels et des compétences déjà acquises ou encore à confirmer.

Le redoublement de classes doit être mieux perçu par les élèves et par les familles, surtout s'il est proposé comme une alternative réfléchie à une réorientation. Là encore, c'est le ressenti de l'élève qui doit importer et non l'influence des croyances sociales. Certains regrettent qu'on ne propose plus assez le redoublement en collège et qu'il soit souvent trop tard pour rattraper certains retards au lycée. Certains intervenants suggèrent que le redoublement pourrait fonctionner autrement que par classe entière. Peut-être serait-il possible de limiter des redoublements à quelques matières seulement.

Enfin, lorsque l'orientation est choisie, il n'existe presque plus de passerelles entre la voie professionnelle et les voies générales et technologiques. Il y a d'autant moins de passerelle que le changement va dans le sens des cycles professionnel et technologique vers le cycle général. Pourquoi n'y a-t-il plus de première d'adaptation ?

Les choix, surtout en filière générale, ne seraient-ils pas trop restreints ? Faudrait-il multiplier, diversifier les filières générales ? On peut se demander si les dispositifs d'adaptation, de passerelles ont peu à peu disparu faute de moyens ou du fait d'une volonté politique d'uniformisation.

Pourquoi pas un système imitant l'université, par un choix d'unités de valeurs ? proposent certains intervenants.

Enfin, faut-il conserver les cycles tels quels ? Ce découpage et ce cloisonnement sont-ils encore aujourd'hui pertinents ?

3- Redéfinir les missions de l'école .

La société doit-elle imposer son modèle à l'école ou est-ce l'inverse ? Le marché du travail, les modes, certains médias et les courants culturels doivent-ils imposer les contenus des programmes, les voies d'excellence et la valorisation de certaines carrières ? Il est de la vraie responsabilité du politique de construire une politique éducative qui soit assez durable pour dépasser les modes immédiates, d'où qu'elles

proviennent, qui tente de compenser les éventuels déterminismes sociaux (c'est une finalité du tronc commun du collège, de l'objectif du niveau du bac pour 80 % d'une classe d'âge), qui fixe les enjeux collectifs à atteindre, qui clarifie l'ensemble des fondamentaux à atteindre, enfin, qui consacre les moyens nécessaires pour y parvenir.

L'école peut et doit résister à certaines tendances sociales. Elle doit en intégrer d'autres, sous réserve d'être en décalage excessif par rapport aux réalités de la société. Elle doit s'adapter aux élèves, les aider à se construire dans le respect des grandes valeurs constitutionnelles et républicaines, apportant des explications qui leur permettent de relativiser toutes les tendances qui vanteraient les solutions de facilité, les égoïsmes, etc.. Pour pouvoir répondre à ces exigences, il convient de redéfinir les modalités à mettre en œuvre. Par exemple, comment l'initiation à la citoyenneté peut-elle être adaptée, efficace ? Quid de l'instruction civique ?

Le rôle de l'école n'est-il pas également de valoriser des talents divers ? de lutter contre sa propre tendance au formatage ?

Ne faut-il pas rappeler que certaines valeurs ne peuvent être inculquées ailleurs que dans le cadre familial ? disent certains participants. Toutes les grandes valeurs doivent être enseignées conjointement par le monde enseignant et par les adultes dont les parents, soulignent d'autres intervenants. Encore faut-il véritablement développer le rapprochement de l'école et des parents, notamment ceux des parents dont on dit qu'ils démissionnent. Cela, sur le constat, qu'il convient de redire, que c'est l'enfant qui est et doit être au centre du système éducatif. Autres questions : comment responsabiliser ceux des parents qui ne sont plus que consommateurs, ceux des élèves qui ne sont, eux aussi, que consommateurs, ceux des enseignants qui ne sont que fournisseurs, bref, tous ces « usagers » de l'école qui se comportent en assistés. Pourquoi ne pas former les délégués de parents comme on forme les délégués de classe ?

Conclusion

Tout, ou presque, se joue à l'école primaire, disent certains. Tout se joue à chaque échec qui n'est pas perçu ni corrigé suffisamment tôt, complètent d'autres. Si les savoirs, les savoir-faire et les savoir-être exigés étaient acquis à l'entrée au collège et à l'entrée en seconde, on pourrait plus aisément garder des groupes-classes conviviaux qui auraient moins besoin d'être chargés, car ils seraient moins hétérogènes. Les élèves seraient plus motivés et plus attentifs car ils n'auraient pas l'impression de n'être pas à leur place. Mais pour cela, le système scolaire doit être beaucoup moins rigide, beaucoup moins uniformisant, qu'actuellement. Des moyens sont souvent jugés insuffisants pour individualiser, personnaliser les approches, mieux former les enseignants... mais il s'agirait peut-être, plutôt, de distribuer différemment les fonds que de les augmenter globalement..